

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
- Pouvoirs :
2
- Votants :
17



**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**GESTION DES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES DES PATS ET DE LA
COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE**

Le 31 mars 2022, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 14 mars 2022, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Louisa COUPPEY, Claire GUEROULT.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Julien DEMAURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Patricia RENOU.

MM. Laurent JACQUES, Jérôme LHEUREUX.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, le Capitaine Jean-Bernard BOCLET, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE, Pascal GRESSER, Payeur départemental et Mme Gladys TEINTURIER.

III. Membre de droit :

M. Lionel GUERET-LAFERTE, Directeur du SIRACED-PC, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoirs :

Mme Virginie LUCOT-AVRIL à Monsieur André GAUTIER.

Mme Marie-Agnès POUSSIER WINSBACK à Monsieur Nicolas BERTRAND.

Étaient absents excusés :

Mmes Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU - représentée, Virginie LUCOT-AVRIL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Christine MOREL – représentée, Dominique TESSIER - représentée.

MM. Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

| Projet d'établissement | | |
|-------------------------------|--|---|
| Les Politiques | Les Axes Stratégiques | Les Segments de Travail |
| <i>Ressources et moyens</i> | <i>Préserver, optimiser et adapter la RH</i> | <i>Permettre l'épanouissement personnel</i> |

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code général de la fonction publique,*
- *l'article 28 de la loi n°84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion,*
- *le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,*
- *le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la FPT.*
- *le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires de la fonction publique territoriale*

*

* *

Le décret n° 2021-1665 du 16 décembre 2021 portant diverses mesures relatives aux sapeurs-pompiers professionnels impose aux Sdis de gérer les commissions administratives paritaires (CAP) de l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie A, B et C à l'issue des prochaines élections professionnelles organisées le 08 décembre 2022.

Actuellement, le centre de gestion de la Seine-Maritime (CDG 76) assure la gestion des commissions administratives paritaires des personnels administratifs, techniques et spécialisés (PATS) du Sdis 76, l'élaboration des listes d'aptitude de promotion interne et les commissions consultatives paritaires (CCP) qui concernent l'ensemble des agents contractuels du Sdis. A l'issue des prochaines élections professionnelles, une seule CCP sera mise en œuvre pour l'ensemble des catégories d'agents contractuels.

L'article 28 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale prévoit la possibilité pour une collectivité d'assurer elle-même le fonctionnement des commissions administratives paritaires ainsi que l'établissement des listes d'aptitude de promotion interne.

L'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précité prévoit les mêmes dispositions pour les commissions consultatives paritaires.

Afin d'assurer une cohérence de gestion pour l'ensemble des personnels du Sdis, il est proposé que le service puisse gérer également les CAP des PATS incluant l'élaboration des listes d'aptitude de promotion interne et la CCP, et donc de s'affranchir du CDG 76 sur ces points.

La gestion des CAP des PATS et de la CCP pour les contractuels du Sdis nécessite l'élection des représentants du personnel et la désignation de représentants de l'administration. Aussi, la reprise de ces compétences est donc envisagée à compter du 1^{er} janvier 2023 à l'issue des prochaines élections professionnelles.

L'élaboration des listes d'aptitude de promotion interne permettrait au service de détenir la pleine maîtrise des nominations de ses agents dans le cadre des lignes directrices de gestion et des quotas réglementaires.

Ces quotas (1 nomination pour 3 recrutements opérés par concours, mutation externe, détachement ou intégration directe pour l'accès aux cadres d'emplois de catégorie A et B) s'appliqueront uniquement au vivier des PATS du Sdis 76.

Une étude menée sur les dix dernières années démontre un équilibre global du nombre de nominations entre la gestion opérée par le CDG 76 et la gestion opérée par le Sdis 76.

Les possibilités de nomination, en cas de gestion directe par le Sdis, seront largement dépendantes de la politique de recrutement et du niveau de recrutement des PATS au sein de l'établissement, mais aussi de la réussite et de la nomination des agents aux différents concours ou examens d'accès aux grades concernés par la promotion interne.

Pour cela, le Sdis est engagé dans une démarche d'encouragement et d'accompagnement des agents s'inscrivant aux concours et examens professionnels mais aussi dans une démarche pro-active de recrutement à l'externe.

Aussi, il vous est proposé d'autoriser le Président du Conseil d'administration à informer le Président du CDG 76 de la décision de gérer les CAP des PATS, la CCP des agents contractuels et les listes d'aptitude de promotion interne à compter du 1^{er} janvier 2023 et de prendre toutes les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

*

* *

L'avis du comité technique a été recueilli le 29 mars 2022 :

Le collège des représentants de l'administration émet un avis favorable à l'unanimité.

Le collège des représentants du personnel émet un avis favorable à l'unanimité.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent ce dossier par 15 votes pour et 2 abstentions.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20220331-DCA-2022-022-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/04/2022

Affichage : 06/04/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 05/04/2022
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER